

## France/Devant des manifestations de jeunes et salariés L'exécutif socialiste sous pression

AFP  
Paris/France

Les manifestants espèrent faire reculer le gouvernement devant la réforme du droit du travail à leurs yeux régressive.

**REMONTES** contre une réforme du droit du travail qu'ils qualifient de "régression historique", des milliers de salariés et étudiants manifestaient hier dans toute la France, espérant faire reculer le gouvernement socialiste, à un an de la présidentielle. Blocages de lycées à Paris et province, rassemblements et défilés : les jeunes manifestants affirment être inquiets de la perspective d'une "précarisation" de leur future carrière professionnelle. "El Khomri, t'es foutue, la jeunesse est dans la rue", scandaient au cœur de la capitale des lycéens et étudiants, en lançant des œufs, des fumigènes ou des pétards. La grogne porte sur une réforme du droit du travail portée par la ministre du Travail Myriam El Khomri. Elle a pour objectif de déverrouiller les freins à l'embauche pour infléchir le chômage endémique (10%), notamment celui des jeunes

(24%). "On est les employés de demain, c'est notre avenir aussi qui se joue", affirme Maxime, un étudiant en biologie de 24 ans, espérant que le gouvernement entendra la colère de la rue. Après deux tournants contestés, libéral puis sécuritaire, depuis 2014, le président français François Hollande est de nouveau confronté à l'hostilité de son camp et risque de voir son assise à gauche se réduire encore, contrecarrant ses perspectives de nouvelle candidature pour 2017. M. Hollande a lié celle-ci à un recul du chômage. Il défend sa volonté de combiner avec ce projet "sécurité professionnelle pour les jeunes" et "souplesse pour les entreprises", mais ne convainc pas la jeunesse. Le premier syndicat étudiant, l'Unef, et le syndicat lycéen FIDL ont décidé de se joindre à l'appel à manifester lancé par plusieurs syndicats contestataires comme la CGT, qui réclament le retrait pur et simple du texte. Après avoir défilé séparément sous la pluie hier matin dans la capitale, étudiants, salariés mais aussi de nombreux retraités se sont joints sur la place de la République avant de prendre lentement en un même



Photo : AFP

Les jeunes criant hier (ici dans les rues de Bordeaux) leur colère contre le projet de réforme du droit du travail porté par la ministre Myriam El Khomri.

cortège la direction de la place de la Nation, dans l'est de Paris. Ils étaient plus d'une dizaine de milliers, a-t-on constaté, scandant notamment : "Valls, Hollande, arrêtez les conneries, retrait, retrait de la loi El Khomri". "CHAIR A PATRONS" • "Aujourd'hui plus personne ne travaille 35 heures par semaine, c'est 40 heures ou plus pour gagner sa vie. Avec cette loi, ça va être combien ?", dénonçait Flora, 20 ans. "Ils nous prennent vraiment pour des cons", s'indignait Mélody, "scandalisée" par ce gouvernement de gauche prêt selon elle à prendre à la jeunesse "tous les droits légués par les anciens". "On sera jamais de la chair à pa-

trons", lançaient des manifestants. Dix ans après l'abandon d'un contrat de travail spécifique pour les jeunes au terme de trois mois de manifestations lycéennes et étudiantes, la mobilisation des 15-25 ans est particulièrement suivie par l'exécutif. Hasard du calendrier, l'appel coïncidait avec une grève dans les transports ferroviaires sur des revendications salariales. Un train sur trois seulement circulait en moyenne dans la matinée dans le pays. Face à la contestation, l'exécutif a reporté au 24 mars la présentation officielle de son texte et multiplie cette semaine des consultations

avec les partenaires sociaux. "Nous pouvons éviter les ruptures", a affirmé mardi François Hollande, lors d'un sommet franco-italien à Venise. "Il faut laisser le temps de la concertation, le temps de la discussion, et le temps de la décision viendra", a-t-il poursuivi. Le chef du gouvernement italien Matteo Renzi a souligné qu'en Italie, où lui-même a mis en œuvre des réformes libérales, "les choses ont fonctionné" avec "plus de 760 000 emplois" créés. Les syndicats réformistes, CFDT en tête, ont redemandé lundi le retrait de deux dispositions emblématiques : le plafonnement des indemnités en cas de licenciement abusif et l'assouplissement des critères pour les licenciements économiques. "On rentre dans un bras de fer dont personne ne connaît l'issue", a commenté hier Jean-Claude Mailly, numéro un du syndicat Force ouvrière. Les syndicats prévoient d'autres actions dans les jours à venir, notamment les 12 et 31 mars. Selon des sondages, 70% des Français sont opposés à la réforme. L'ex-président de droite Nicolas Sarkozy, qui ambitionne de revenir au pouvoir l'an prochain, a évoqué "une ambiance de fin de règne" au sein de l'exécutif.

### L'Afrique en bref

- **Burundi/Crise.** Arrestation d'un des derniers leaders d'opposition restés au pays. Hugo Haramategeko, 47 ans, un des derniers leaders d'opposition à ne pas avoir fui le Burundi, en proie à une crise profonde depuis plus de dix mois, a été arrêté hier par la police dans un quartier contestataire de Bujumbura, a-t-on appris auprès de sa famille et d'autres membres de l'opposition.
- **RD Congo/Politique.** Les transfuges du "G7" font bloc derrière l'ex-gouverneur du Katanga. Sept transfuges de la majorité passés à l'opposition au président congolais Joseph Kabila en septembre se sont rangés mardi en ordre de bataille derrière l'ancien gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, en insistant pour que la présidentielle ait lieu en 2016 comme le veut la Constitution.
- **Zimbabwe/Politique.** Manifestations pour retrouver un opposant disparu depuis un an. Plusieurs centaines de personnes ont manifesté hier dans la capitale zimbabwéenne Harare pour réclamer des informations sur un militant d'opposition, dont la disparition il y a tout juste un an suscite des protestations de pays occidentaux.

### A travers le monde

- **Pologne/Politique.** Le Tribunal constitutionnel entre en résistance. La rupture est consommée entre les conservateurs au pouvoir en Pologne et le Tribunal constitutionnel, après la décision hier de ce dernier de rejeter comme incompatible avec la Constitution la loi qui conduit à sa paralysie de fait.
- **Proche-Orient/Diplomatie.** Pas de reconnaissance automatique de Paris d'un Etat palestinien. La France ne reconnaîtra pas "automatiquement" un Etat palestinien si son initiative pour relancer le processus de paix avec Israël échoue, a assuré hier au Caire le chef de la diplomatie française Jean-Marc Ayrault.
- **Ukraine-Russie/Justice.** Procès Savtchenko : une grève de la faim et un bras d'honneur.



Photo : AFP

La militaire ukrainienne Nadia Savtchenko, jugée en Russie pour le meurtre de deux journalistes en Ukraine, a annoncé hier la poursuite de sa grève de la faim, au dernier jour d'un procès où elle a adressé un très explicite bras d'honneur à ses juges.

## Tunisie/Nouveaux accrochages à Ben Guerdane Trois "terroristes" et un soldat tués

AFP  
Tunis/Tunisie

TROIS "terroristes" et un soldat tunisien ont été tués hier dans de nouveaux accrochages à Ben Guerdane, près de la frontière avec la Libye, portant à 46 le nombre de jihadistes abattus depuis les attaques de lundi, ont annoncé les autorités tunisiennes.

"Deux terroristes ont été abattus (...) par les unités policières et militaires" dans le secteur de Oued Rbyaa, près de Ben Guerdane, ont indiqué les ministères de la Défense et de l'Intérieur dans un communiqué commun. Les deux hommes avaient été pris en chasse par ces unités après avoir dérobé de la nourriture à des ouvriers sur un chantier, selon le

texte. Un soldat a été tué durant cette opération, et un civil blessé, a-t-on déploré. Plus tard dans l'après-midi, les autorités tunisiennes ont annoncé qu'une opération distincte dans le secteur de Amiriya avait également entraîné la mort d'un jihadiste présumé, retranché dans une maison. Dans la nuit de mardi à hier, sept jihadistes présumés, eux aussi retranchés dans

une maison, avaient déjà été abattus. Dix "terroristes" au total ont ainsi été tués en moins de 24 heures dans les opérations menées par les autorités à Ben Guerdane, en représailles aux attaques jihadistes de lundi contre des installations sécuritaires de la ville. Ce bilan s'ajoute à celui des 36 extrémistes, 12 membres des forces de l'ordre et sept

civils tués durant ces attaques, qui visaient selon Tunis à créer un "émirat" du groupe Etat islamique (EI). Ben Guerdane a été placée sous couvre-feu nocturne depuis lundi et la ville reste quadrillée par les forces de sécurité et l'armée. Hier matin, des milliers de personnes ont assisté aux funérailles de plusieurs des victimes des attaques de lundi.

### C'est arrivé...

#### Un but de Leicester déclenche un mini tremblement de terre

LES célébrations par des supporters de Leicester d'un but de leur équipe ont déclenché une mini-secousse de 0,3 sur l'échelle de Richter, a assuré mardi un groupe d'étudiants en géologie qui ont enregistré la mesure. Le 27 février, les étudiants de l'université de la ville avaient placé leur équipement dans une école à proximité du King Power Stadium et ils ont enregistré cette mesure après le but de Leonardo Ulloa à la 89e minute lors de la victoire 1-0 contre Norwich. "Quelques jours après l'installation de nos équipements, nous étions en train d'analyser les données et nous avons remarqué de larges pics sur le sismographe pendant que les matches avaient eu lieu à proximité, a déclaré l'étudiant de 1re année Richard Hoyle. En regardant plus attentivement, nous avons observé une corrélation forte entre l'instant précis du but et les signaux les plus forts. Nous avons conclu que notre appareil avait enregistré un petit tremblement de terre produit par l'énergie libérée par la foule des supporters". Les Foxes sont de surprenants leaders du Championnat d'Angleterre après 29e journées.

#### ... à Leicester (Angleterre)

## Somalie/Raid hélicoptère sur des shebab Les forces américaines dans l'opération

AFP  
Washington/États-Unis

DES troupes américaines ont participé au raid hélicoptère de forces spéciales dans la nuit de mardi à hier contre une position des insurgés islamistes shebab en Somalie, a indiqué hier un responsable américain. "Les forces américaines étaient associées à ce raid", a indiqué à l'AFP cette source s'exprimant sous couvert d'anonymat. Elles "étaient avec les forces somaliennes". Cette opération survient quelques jours après un bombardement aérien américain qui a tué plus de 150 shebab, selon un bilan du Pentagone. Selon une source adminis-

trative somalienne et les shebab, des forces spéciales ont mené dans la nuit de mardi à hier un raid hélicoptère contre une position shebab dans la ville d'Awdhegele, à quelque 50 km à l'ouest de la capitale somalienne Mogadiscio. Les shebab, des insurgés affiliés à Al-Qaïda, ont souligné ne pas savoir de quel pays ces forces spéciales venaient, mais qu'ils n'étaient pas somaliens et parlaient une langue étrangère. Il n'était pas non plus possible de déterminer quelle était la cible exacte de ces troupes. Jusqu'à présent, de tels raids hélicoptères n'ont été menés que pour secourir des otages ou assassiner de hauts dirigeants shebab.

Des témoins ont indiqué avoir entendu de fortes explosions dans la nuit, ajoutant que les shebab avaient renforcé la sécurité en ville hier matin. Les forces spéciales étrangères ont par le passé lancé plusieurs raids hélicoptères pour secourir leurs ressortissants, comme en 2012 quand les Américains avaient libéré deux travailleurs humanitaires détenus pendant trois mois. En 2013, la France avait tenté de libérer un de ses agents de renseignement, Denis Alex, enlevé en 2009. Mais l'opération avait échoué et l'otage avait été tué. Les shebab ont multiplié les attaques de grande ampleur depuis le début de l'année en Somalie.